



La Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Mahdia
 et
 L'Unité de Recherche Modélisation, Financement et Développement (MOfid)
 UR13 ES 60 de l'Université de Sousse



en partenariat avec



Organisent les

4^{èmes} Journées Economiques et Financières Appliquées

Mahdia, 11 et 12 Mai 2018
 (Hôtel Iberostar Royal El Mansour)

Sortir du Piège de la Dette Publique : Assainissement Budgétaire et/ou Croissance Inclusive



**Dernier Délai
 de soumission
 des communications
 15 Février 2018
 SOUMISSION EN LIGNE
www.infopointevent.com**

facebook.com/jefamahdia





APPEL À COMMUNICATIONS



La Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Mahdia
et

L'Unité de Recherche Modélisation, Financement et Développement
(MOfid) UR13 ES 60

en partenariat avec



Organisent les

Les quatrièmes Journées Economiques et Financières Appliquées - JEFA'18-

Sortir du Piège de la Dette Publique
Assainissement Budgétaire et/ou Croissance Inclusive

11 et 12 mai 2018

Hôtel Iberostar Royal El Mansour - Mahdia - Tunisie



1. Objectifs des Journées

Par l'organisation des Journées Economiques et Financières (JEFA), la FSEG de Mahdia et ses partenaires entendent développer une plateforme d'échange entre les jeunes chercheurs, les universitaires confirmés et les acteurs économiques et politiques soucieux des réalités économiques tunisienne et internationale.

Le but final de ces journées consiste, à partir de cadres académiques et scientifiques rigoureux, à définir des politiques et des stratégies pouvant constituer des ébauches de solutions aux vrais problèmes économiques.

Les objectifs assignés aux JEFA sont :

- L'offre d'opportunités aux chercheurs pour mieux se connaître et pour initier des collaborations.
- L'évaluation, la synthèse et la diffusion des résultats de la recherche sur le thème retenu.
- Le partage d'expériences et la discussion des enjeux afférents à la recherche sociale, économique, financière et environnementale en relation avec les difficultés de la Tunisie et de tout autre pays faisant l'objet des dites recherches. Cela permettra de suggérer diverses recommandations aux décideurs politiques pour asseoir les réformes nécessaires. Tout en accordant un intérêt particulier aux situations tunisiennes en la matière, les expériences internationales sont d'un grand intérêt.

2. Les Plénières

Sortir du Piège de la Dette Publique : Assainissement Budgétaire et/ou Croissance Inclusive

Au sillage de la récente crise financière et économique, les mesures de relance conjoncturelle mises en œuvre dans beaucoup de pays se sont traduites par un large creusement des déficits et par des niveaux élevés d'endettement public. Avant la crise, les débats économiques et politiques portaient sur les vagues de défaut et de restructuration de la dette souveraine des seuls pays en développement. Depuis que l'économie est sortie de la récession, la dette souveraine de plusieurs pays avancés a cristallisé toutes les inquiétudes. Dans beaucoup de pays, la dette publique a augmenté, en partie à cause du déplacement des créances douteuses du secteur privé sur les bilans du secteur public.

Le surcroît des facteurs de vulnérabilité de la dette publique continue toujours de semer le doute quant à la santé des positions budgétaires. Au niveau mondial, les perspectives d'un durcissement des situations monétaires risquent de pénaliser à nouveau les conditions d'accès au financement notamment pour les pays en développement. Ces inquiétudes ont amené les gouvernements de beaucoup de pays à adopter des mesures de consolidation budgétaire pour stabiliser la trajectoire de leur dette. De telles mesures visent à dégager des marges de

manœuvre suffisantes en prévision de chocs néfastes et à réduire les primes de risque ce qui permet en retour de nouvelles possibilités d'accès au financement par l'élargissement des sources de financement extérieures. Beaucoup d'économistes ont exprimé des doutes quant à l'efficacité des plans d'austérité budgétaire. Ils craignent que ces programmes ne parviennent pas à réduire la dette, freinent une croissance déjà faible et provoquent des coûts sociaux lourds. L'enjeu fondamental est donc d'assainir les finances publiques sans nuire aux perspectives d'une croissance économique soutenue et inclusive. Les avis des économistes divergent quant aux leviers sur lesquels les gouvernements peuvent s'appuyer pour assainir leurs finances publiques et ramener la dette publique sur une trajectoire plus soutenable. Plusieurs options en ce sens peuvent être envisagées.

En Tunisie, la dette publique a atteint 70% du PIB. Un tel niveau, jugé alarmant, s'explique par un déficit public qui avoisine le 6% du PIB et un taux de couverture des échanges extérieurs qui ne dépasse pas 60%. Ainsi, maîtriser la dette publique revient à réduire ces déficits jumeaux. Pour atteindre cet objectif, la Tunisie s'est engagée dans un processus de réformes, appuyé par un accord avec le FMI, au titre du Mécanisme Élargi De Crédit (MEDC). Ces réformes visent la stabilisation de la dette publique en dessous de 70% du PIB, ramener la masse salariale du secteur public sous la barre de 14% du PIB et le déficit public en dessous de 6% du PIB. La correction du déficit extérieur, quant à elle, passe par un assouplissement progressif du taux de change.

Comment la Tunisie peut-elle réaliser ces objectifs dans un contexte d'augmentation de l'investissement public et des dépenses sociales et d'une viabilité fortement menacée du système des retraites ?

3. Les Parallèles

Les thèmes des sessions parallèles sont volontairement assez ouverts pour couvrir plusieurs champs de la recherche en économie et en finance. A titre indicatif et non limitatif, les propositions de communication pourront s'inscrire dans un ou plusieurs thèmes listés ci-dessous.

- Macroéconomie
- Microéconomie
- Economie internationale
- Economie du travail et capital humain
- Economie politique et institutionnelle
- Economie régionale et décentralisation
- Economie de l'environnement et développement durable
- Economie industrielle et entrepreneuriat
- Finance de l'entreprise
- Finance de marché
- Finance durable, finance alternative et microfinance

4. Procédures de Soumission

Les propositions de communication devront être soumises sous format Word ou PDF, au plus tard le **15 février 2018** à 23h59 via la plateforme suivante : <http://www.infopointevent.com/>

Elles peuvent être soumises en français ou en anglais. Elles préciseront, en deux pages maximum, la problématique, la méthode mise en œuvre, les résultats et les principaux éléments de la bibliographie.

L'auteur de la proposition doit indiquer son Nom et Prénom, son institution, son grade (ou position), son adresse email et le thème dans lequel s'inscrit sa communication.

Les communications seront soumises à une procédure d'évaluation par les membres du Comité Scientifique. Une fois la proposition acceptée, une lettre d'acceptation et d'invitation sera envoyée par le comité de coordination scientifique des journées à l'adresse email de l'auteur.

5. Calendrier et Dates à retenir

- **15 février 2018** - Date limite de réception des résumés de communications
- **10 mars 2018** - Notifications du Comité Scientifique
- **5 avril 2018** - Réception des textes définitifs
- **05 mai 2018** - Publication du programme définitif des JEFA'18.

6. Frais d'inscription et Logistique

Les frais d'inscription aux Journées couvrent la documentation, les pauses café, les repas et l'hébergement à l'Hôtel Iberostar Royal El Mansour (une nuitée en PC pour les résidents ; deux nuitées en PC pour les non résidents). Ces frais sont de :

- 280 Dinars tunisiens pour les résidents
- 200 Euros pour les non résidents

7. Comité d'Organisation

Faouzi SBOUI (coordinateur général des JEFA'18), Noureddine AHMED, Mhamed AOUITI, Makram BEN DOUDOU, Mehrez BEN SLAMA, Mohamed-Ali HAFIED, Thouraya HAJ AMOR, Haykel HAJ SALEM, Noura HARBOUB, Lamia JAIDANE, Ahmed JERBI, Amina NOUIRA, Besma OMEZZINE, Imen SAFER, Lamia YACCOUB, Nejla YACCOUB.

Contact : contact.jefa2018@gmail.com

8. Comité Scientifique

Nadia ABAOUB-OUERTANI (ESC, Tunis), Hafedh ABDENNEBI (IHEC, Carthage), Montej ABIDA (ESC, Sfax), Philippe ADAIR (Paris-Est, Créteil), Abdessatar ATI (University of Jizan-KSA), Laurice ALEXANDRE (PARIS Descartes- Sorbonne), João Sousa ANDRADE (University of Coimbra, Portugal), Sami AOUBADI (FSEG, Tunis), Mohamed AROURI (Nice Sophia Antipolis), Mohamed BENBOUZIANE (FEG, Tlemcen), Lobna BEN HASSEN (FSEG, Sfax), Claude BERTHOMIEU (Nice Sophia Antipolis), Kamila BOUAZIZ (FSEG, Tunis), Adel BOUBAKER (FSEG, Tunis), Sabri BOUBAKER (Paris-Est, Créteil), Younes BOUJELBENE (FSEG, Sfax), Ghazi BOULILA (ESSEC, Tunis), Abdelfettah BOURI (FSEG, Sfax), Vanessa CASADELLA (Picardie Jules Verne), Fatma CHARFI (FSEG, Tunis), Marc-Hubert DEPRET (Université de Poitiers), Slim DRISS (ESSEC, Tunis), Riadh EL FERKTAJI (ESC, Tunis), Rochdi FEKI (ESC, Sfax), Foued Badr GABSI (FSEG, Sfax), Mohamed Imen GALLALI (ESC, Tunis), Maher GASSAB (ESC, Tunis), Sofiane GHALI (ESSEC, Tunis), Kamel GHAZOUANI (IHEC, Carthage), Samir GHAZOUANI (ESC, Tunis), Hella GUERCHI-MEHRI (FSEG, Tunis), Mohamed Tlili HAMDI (ISAA, Sfax), Nacereddine HAMMOUDA (CREAD, Alger), Lamia JAIDANE-MAZIGH (FSEG, Mahdia), Anis JARBOUI (ISAA, Sfax), Khaireddine JEBBI (FSEG, Sousse), Hichem KHLIF (FSEG, Mahdia), Walid KHOUFI (IHEC, Sfax), Moez LABIDI (FSEG, Mahdia), Amine LAHIANI (Université d'Orléans), Faten LAKHAL (ISG, Sousse), Hatem MANSALI (FSEG, Nabeul), Basma MAJERBI (University of Victoria, Canada), Hatem MASRI (University of Bahrain), Hatem MHENNI (ESC, Tunis), Hassen MZALI (IHEC, Carthage), Kamel NAOUI (ESC, Tunis), Chokri OUREFELLI (IHEC de Sousse), Marjene RABAH-GANA (IHEC, Carthage), Beatriz Castilla RAMOS (Universidad Autonoma de Yucatan, Mexico), Christophe RAULT (Université d'Orléans), Dhafer SAIDANE (SKEMA), MohaMed SAIDANE (Quassim University-KSA), Malek SAIHI (IHEC, Carthage), Hatem SALAH (ESC, Tunis), Faouzi SBOUI (FSEG, Mahdia), Fatma SIALA-GUERMAZI (FSEG, Tunis), Mounir SMIDA (FSEG, Sousse), Moez SOUSSI (IHEC, Carthage), Hiroki YOKOTA (Asahikawa University - Japon), Mourad ZMAMI (Northern Border University, CBA), Ezzeddine ZOUARI (FSEG, Sousse), Salma ZOUARI (IHEC, Carthage) Sonia ZOUARI-GHORBEL (ISAA, Sfax), Messaoud ZOUIKRI (EconomiX-CNRS, Nanterre).